

Appel à communication - Colloque
Usages partisans et médiatiques du numérique au local
7 et 8 décembre 2023 – Université catholique de l'Ouest - Angers

L'objectif de ce colloque, en lien avec le projet ANR JCJC MUTADATA, est d'analyser les usages partisans et médiatiques du numérique au local. Ces journées permettront d'offrir un espace de discussion interdisciplinaire pour étudier les usages du numérique par les adhérents, les bénévoles, les cadres du parti, les candidats, les élus, les professionnels de la communication politique et les journalistes politiques au niveau local, en contexte, tant en campagne électorale que dans les temps dits « ordinaires » de la vie politique, en France et à l'international. Ces usages seront dès lors étudiés au regard des ressources et contraintes du local, de manière à les réinsérer au sein de trajectoires et de répertoires diversifiés.

« Du local 'escamoté' des années 1960 au local 'reconsidéré' d'aujourd'hui » (Neveu, 2007), il n'est plus à prouver les apports nombreux d'une approche par le local (Mabileau, 1993). En atteste le nombre croissant de travaux qui privilégient cette échelle¹ pour analyser l'organisation des partis politiques où de nombreuses enquêtes sont réalisées au sein de Fédérations (Contamin et Delacroix, 2009 ; Agrikoliansky et *al.*, 2011) ou pour étudier, au plus près, les relations de dépendance entre candidats et journalistes politiques (Murphy, 1976; Le Bohec, 1994; Frisque, 2010).

Étudier le parti à l'échelon local permet d'observer au microscope les pratiques politiques et de « mieux cerner l'intrication du jeu social et du jeu politique » (Sawicki, 1988). Pourtant, les travaux portant sur l'usage du numérique par les partis politiques - en campagne électorale notamment - se sont concentrés sur l'échelle nationale (Stromer-Galley, 2014 ; Kreiss, 2012 ; Kruschinski et Haller, 2017). C'est par exemple le cas en France (Neihouser, 2016 ; Boyadjian, 2016, Theviot 2018 et 2019) car les budgets disponibles au niveau national permettent la création de dispositifs et l'emploi de salariés dédiés au volet numérique.

Lorsque la littérature étudie le numérique à l'échelon politique local, c'est donc plutôt pour analyser la manière dont il permet (ou pas) la mise en place de nouvelles formes de gouvernance ou de participations (Contamin et *al.*, 2020 ; Kies et Seidenthal, 2020; Bernardin et Jeannot, 2019 ; Peugeot et *al.*, 2019). L'objectif est alors d'étudier des objets tels que les budgets participatifs ou encore différents dispositifs consultatifs mis en place autour d'enjeux locaux (Demoulin et Bacqué, 2019 ; Vassor, 2020 ; Wojcik, Mabi et Lupovici, 2023). On ne dispose en revanche que de peu de travaux portant sur les usages partisans du numérique à l'échelon local (municipal, départemental, régional, des fédérations, etc.).

Avec la démocratisation des dispositifs numériques, les campagnes électorales, même à l'échelle locale, sont de plus en plus numérisées en Europe. Par ailleurs, la maîtrise des réseaux sociaux et de certaines applications mobiles s'étant diffusée au sein de divers groupes sociaux dans la population, les militants sont désormais en mesure de s'organiser en ligne et les élus de s'adresser numériquement à leurs concitoyens. Dans ces conditions, porter le regard sur l'échelon local permet de rendre compte des réappropriations « par le bas » des rhétoriques et dispositifs numériques créés par « le haut », mais aussi de la normalisation (ou pas) de l'usage du numérique en campagne électorale dans des espaces ruraux par exemple.

¹ En 1988, Frédéric Sawicki s'inquiétait du peu de travaux sur les partis politiques, optant pour une échelle locale : « lorsqu'on passe en revue les travaux sur les partis français, on ne manque pas d'être surpris par le peu d'études (mémoires ou thèses) consacrées à des fédérations ou à des sections de partis, pour s'en tenir à une représentation conventionnelle des entreprises politiques » (Sawicki, 1988 : 13).

En outre, le niveau local porte en lui-même des spécificités (relations des candidats aux électeurs et inversement, ressources à disposition des candidats, particularités du tissu médiatique et de ses liens à la politique à cet échelon, etc.) qui enjoignent à questionner et à prolonger les résultats obtenus par la littérature au niveau national pour analyser dans quelle mesure ils s'appliquent, ou pas, en campagne locale.

Ce colloque propose d'analyser le temps extraordinaire des campagnes électorales, mais aussi les temps ordinaires de la vie politique. Il s'agit alors de porter le regard sur la « survie » du parti au local hors campagne électorale, mais aussi sur la figure de l'élu. Les plateformes partisanes et les réseaux sociaux permettent-ils de faire « vivre » le parti au local, en dehors du temps de l'élection ? Les élus municipaux et régionaux se saisissent-ils du numérique pour communiquer sur leurs actions et avec quels moyens ?

Ce colloque invite aussi à explorer, au local, les flottements des frontières partisanes. Il s'agit alors de porter le regard sur les acteurs qui gravitent autour des partis politiques, des candidats, des élus, etc. Même s'il existe de nombreux travaux sur les journalistes politiques locaux (Amiel et Bousquet, 2021; Kaciaf, 2020), il nous semble pertinent d'interroger les évolutions du statut de localier et les spécificités de ses pratiques en lien notamment avec la montée en puissance des réseaux sociaux et l'introduction de savoir-faire techniques tels que le *fact-checking*, le datajournalisme ou les infographies ; de questionner son rapport avec les responsables politiques locaux pendant et hors campagne électorale ; d'analyser les processus de catégorisation et de (dé)légitimation mis en place par certains acteurs politiques par rapport au travail des journalistes politiques locaux, etc.

Enfin, ce colloque est aussi l'occasion de porter le regard sur les prestataires en communication politique, en stratégie numérique ou en microciblage électoral. Depuis les travaux de J. Blumber et D. Kavanagh, la sollicitation de spécialistes de la communication politique – qualifiés de « nouvelles élites de la politique » (Blumler et Kavanagh, 1999, p. 213) – par les instances partisanes a été fortement soulignée et ce, d'autant plus que des compétences techniques et la maîtrise d'un vocabulaire spécifique sont désormais requises. A l'échelle locale, le recours à des prestataires externes offrant des conseils en communication politique s'est-il autant normalisé qu'au national ? En campagne électorale, les équipes locales ont-elles les moyens de faire appel à des prestataires ? Comment se vendent ces conseillers en communication politique numérique auprès des acteurs locaux ? Développent-ils des expertises spécifiques pour accompagner la communication numérique des élus locaux ? Il s'agit de porter le regard sur les prestataires et leurs effets sur la communication politique et ses espaces professionnels. L'ambition est aussi d'analyser les effets de ces recompositions professionnelles sur le travail politique et d'interroger ainsi les mutations du travail politique au local.

Les propositions de communication pourront plus particulièrement s'articuler autour de 3 axes :

- Un premier s'intéressera aux usages du numérique par les acteurs politiques. Est-ce que le numérique s'est imposé en campagne électorale sur tous les territoires, même ruraux ? Les candidats sont-ils en mesure de constituer des équipes numériques ? Quels sont alors les usages priorités ? Dans quelle mesure ces usages du numérique transforment-ils (ou pas) la manière de faire campagne au niveau local ? Avec quelles implications ? Des outils perçus comme techniques, tels que l'usage du micro-ciblage électoral, sont-ils utilisés pour des élections locales ? Quelle place les outils numériques prennent-ils dans les répertoires

d'actions électorales locaux ? Comment s'articulent le cyber-militantisme avec des pratiques militantes traditionnelles (boîtage, collage...) ?

Hors contexte électoral, quelles sont par ailleurs les croyances des cadres locaux et des militants en matière de démocratie numérique (toucher des populations plus jeunes, susciter la confiance ...) ? Comment animent-ils, activent-ils ou contrôlent-ils le militantisme en ligne ? Comment le « local » ou les « traditions » sont-ils mis en scène dans la communication politique numérique des sections locales ? Dans quelle mesure les caractéristiques sociales des populations présentes sur les territoires influencent-elles les usages partisans du numérique ? Comment le numérique participe-t-il à la mobilisation des militants au local ? Dans quelle mesure Internet permet-il de « connecter » les cadres partisans locaux à leurs homologues d'autres régions, voire d'autres pays ? Dans une perspective plus large que celle de l'institution partisane, on peut aussi se demander dans quelle mesure la politisation par le numérique est aussi menée par des groupes ou coalitions de cause locales non nécessairement affiliées à un mouvement ou à une institution politique et avec quels effets.

- Un deuxième axe pourra s'intéresser à l'entourage et aux frontières des partis politiques au local, avec notamment un intérêt porté aux professionnels de la communication – salariés, prestataires externes (Legavre, 1994) ou « localiers ». Quelles sont les spécificités du journalisme local en campagne électorale à l'heure du numérique ? Des enquêtes récentes ont montré que les relations entre journalistes et élus se reconfigurent au local au sens où les hommes et femmes politiques font de plus en plus corps, au-delà des barrières partisans (Kaciaf, 2018), pour défendre le métier d'élus. Le journaliste politique au local n'est-il plus le maillon privilégié des candidats pour communiquer avec leurs électeurs, la digitalisation de la société aidant ? Les relations locales ont-elles perdu de leurs spécificités ?

Dans cette nébuleuse autour des candidats, se trouvent aussi les prestataires en communication numérique, voire en microciblage électoral. En France, dès 2014, des candidats partant à la conquête de grandes agglomérations telles que Paris ou Marseille avaient eu recours à ces outils de ciblage par les données qui promeuvent plus d'efficacité pour le travail de terrain militant. En 2020, les usages électoraux des big data se sont étendus à des municipalités de plus petite taille, telles que celle d'Angers, avec la liste « Angers écologique et solidaire » qui a ciblé les portes à frapper avec l'application « Pivot » mise en place par l'entreprise eXplain. Sur le site internet de ce prestataire français en big data électoral, les objectifs de cette application sont d'ailleurs précisés afin de la vendre à une clientèle large de candidats locaux : « Visualisez les données-clés de votre territoire afin d'élaborer une stratégie au plus près des électeurs. Planifiez vos interventions et aidez vos militants à organiser leurs actions de terrain. »² Dès lors, comment ces outils se déploient-ils au local ? Existe-il une offre des prestataires en communication et stratégie numérique spécifique au local ? Comment ces dispositifs sont-ils perçus par les militants et sympathisants locaux ? Les résistances à la rationalisation du militantisme ou à sa numérisation sont-elles exacerbées au local ? Les interdépendances avec le milieu partisan et la question de la politisation des prestataires pourront aussi être interrogées en lien avec le territoire.

² Descriptif de l'application « Pivot » sur Iphone. Consulté le 20 janvier 2021.

- Un troisième axe pourra porter le regard sur l'articulation des échelles locale, nationale, voire internationale : « [Le local] nous permet de voir comment les choses évoluent et donc de saisir certains processus que nous n'aurions pas saisis au niveau global, mais ce n'est intéressant que si on revient au global pour utiliser ce qui a été observé au niveau local et en tirer des conclusions qui dépassent alors la description et l'analyse, même assez poussée, des rapports humains à l'échelle locale » (Chombart de Lauwe, 1990). Dans l'organisation traditionnelle des partis politiques, l'échelle nationale et l'échelle locale fonctionnent de manière « emboîtée » (Bailey, 1971), si bien qu'il est pertinent de retracer les dialogues existants entre ces deux dimensions. Les injonctions contradictoires venant du national qui se répercutent au sein des comités locaux pourront être étudiées, ainsi que la confrontation des prescriptions des web-stratégies du siège du parti aux usages *effectifs* des adhérents/bénévoles au local. Le local ne se situe pas nécessairement dans une relation de subordination ou de dépendance par rapport au niveau national, mais bien plutôt dans une interdépendance réciproque. Il s'agit de repérer les possibilités d'autonomisation (ou d'encadrement) des militants au local par rapport au parti à travers le numérique. Par ailleurs, dans les partis-mouvement où les échelons partisans intermédiaires traditionnels sont censés être peu présents, quel rôle joue le numérique dans le dialogue entre le local et le national ?

Les propositions de communication étudiant des cas étrangers sont bienvenues et attendues afin que ce colloque puisse s'enrichir d'une mise en perspective à l'international. Par ailleurs, les travaux relevant des sciences de l'information et de la communication, de la science politique, de l'anthropologie, de la sociologie ou encore de l'informatique et/ou proposant une approche croisant ces disciplines sont bienvenus avec comme point commun un terrain empirique poussé.

Calendrier :

- 20 septembre 2023 : Envoi des propositions (Résumé d'environ 3000 signes)
- 20 octobre 2023 : retour du comité scientifique
- 7 et 8 décembre 2023 : tenue du colloque

Comité d'organisation : Vincent Carlino, Sébastien François, Marie Neihouser, Magali Prodhomme, Anaïs Theviot

Comité scientifique

Anne Bellon, MCF science politique, Université de Technologie de Compiègne (UTC), Costech.

Gersende Blanchard, MCF en science de l'information et de la communication, Université de Lille, Gériico.

Franck Bousquet, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Toulouse, LERASS.

Julien Boyadjian, MCF en science politique, Sciences po Lille, CERAPS.

Didier Chauvin, MCF sciences de l'information et de la communication, Université Rennes 2, PREFICS.

Manuel Cervera-Marzal, chercheur en sociologie, qualifié FNRS, Université de Liège, Pragmapolis.

Estelle Delaine, MCF en science politique, université Rennes 2, Arènes.

Cécolène Frisque, MCF en sociologie, IUT La Roche-sur-yon/Université de Nantes, Arènes.

Isabelle Garcin-Marrou, Professeure des universités en sciences de l'information et de la communication, Sciences Po Lyon, ELICO.

Fabienne Greffet, MCF HDR en science politique, Université de Lorraine, IRENEE-Nancy et GRCP-Laval.

Erica Guevara, MCF en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, CEMTI.

Nicolas Kaciaf, MCF en science politique, Sciences Po Lille, CERAPS.

Christian Le Bart, Professeur de science politique, Sciences po Rennes, Arènes.

Jean-Baptiste Le Corf, MCF sciences de l'information et de la communication, Université Rennes 2, PREFICS.

Pierre Lefébure, MCF en science politique, Université Sorbonne Paris Nord, CERLIS.

Rémi Lefebvre, Professeur de science politique, université de Lille, CERAPS.

Guillaume Marrel, Professeur de Science politique, Université d'Avignon, Laboratoire Biens, Normes et Contrats.

Arnaud Mercier, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Paris-Panthéon-Assas, CARISM.

Magali Nonjon, MCF Science politique, Sciences po Aix, Mesopolhis.

Anne-Sophie Petit-Fils, Docteure en Science Politique, ERMES et CERAPS.

Nathalie Pignard-Cheynel, Professeure en sciences de l'information et de la communication, Académie du journalisme et des médias, Université de Neuchâtel.

Brigitte Sebbah, MCF HDR en sciences de l'information et de la communication, Université Toulouse Paul Sabatier, LERASS.

Laurent Thiong-Kay, MCF en sciences de l'information et de la communication, Sciences Po Lyon, ELICO.

François Vergniolle de Chantal, Professeur de civilisation américaine, Université Paris Cité, LARCA.

Références

- Agrikoliansky, Éric, Heurtaux, Jérôme et Le Grignou Brigitte (dir.) (2011). *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Bailey, Frederick G. (1971). *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF.
- Amiel, Pauline ; Franck, Bousquet (2022), « La presse quotidienne régionale : un modèle informationnel sous tension », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 23(1), p. 81-92.
- Bernardin, Stève, et Jeannot, Gilles (2019). « La ville intelligente sans les villes ? Interopérabilité, ouvertures et maîtrise des données publiques au sein des administrations municipales », *Réseaux*, 218(6), pp. 9-37.
- Blumler J. G. et Kavanagh D., « The Three Ages of Political Communication », *Political Communication*, 16, 3, 1999, p. 209-230.
- Boyadjian, Julien (2016). *Analyser les opinions politiques sur internet. Enjeux théoriques et défis méthodologiques*, Paris, Dalloz, 2016.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henry (1990). « Penser le local pour comprendre le global », *Espaces Temps*, 43-44. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espat_0339-3267_1990_num_43_1_3746
- Contamin, Jean-Gabriel et Delacroix, Roland (2009). « Les transformations des formes d'engagement au prisme du local : L'exemple de la CGT du Nord », *Politix*, 85(1), pp. 81-104.
- Contamin, Jean-Gabriel, et al. (2020). « Les mobilisations pétitionnaires en ligne sur le survol de Bruxelles et de ses environs : du syndrome Nimby à l'effet foot-in-the-door », *Participations*, 28 (3), pp. 81-124.
- Demoulin Jeanne et Bacqué Marie-Hélène (2019), « Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2 (24), p. 5-25.
- Frisque, Cécolène (2010), « Des espaces médiatiques et politiques locaux ? », *Revue française de science politique*, 60(5), p. 951-973.

- Kaciaf, Nicolas (2020), « Faire rendre des comptes. Les conditions de l'investigation journalistique à l'échelle locale », *Politiques de communication*, 15(2), p. 139-166.
- Kaciaf, Nicolas (2018), « Perturber les notables. Les conditions de possibilité d'un journalisme d'enquête à l'échelle locale », *Savoir/Agir*, 46(4), p. 67-73.
- Kies, Raphaël, et Seidenthal, Sven (2020). « Quand les e-pétitions influencent-elles la décision politique ? Une analyse du système de pétitions électroniques de la Chambre des députés du Luxembourg », *Participations*, 28 (3), pp. 177-202.
- Kreiss, Daniel (2012). *Taking our country back: The crafting of networked politics from Howard Dean to Barack Obama*, Cambridge: MA, Oxford University Press
- Kruschinski, Simon, et Haller, André (2017). « Restrictions on data-driven political micro-targeting in Germany », *Internet Policy Review*, 6(4). En ligne.
- Le Bohec, Jacques (1994), « Les rapports entre élus et locaux. La photographie de presse comme enjeu de pouvoir », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 28, p. 100-112.
- Legavre, Jean-Baptiste (1994), « L'horizon local de la communication politique. Retour sur la diffusion d'une expertise », *Politix*, 28, p. 76-99.
- Mabileau, Albert (dir.) (1993). *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan.
- Murphy Daniel, *The Silent Watchdog. Press in Local Politics*, Londres, Constable, 1976.
- Neihouser, Marie (2016). *Un nouvel espace médiatique? Sociologie de la blogosphère politique française*, Paris, LGDJ-Lextenso (Collection des Thèses).
- Neveu, Catherine (2007). « Le quartier des politistes », in Authier, Jean-Yves, Bacqué, Marie-Hélène et Guérin-Pace, France (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte.
- Peugeot, Valérie, Mabi, Clément et Chevallier, Benjamin (2019). « L'innovation contributive renforce-t-elle le pouvoir citoyen dans la ville numérique ? Le cas du Grenoble CivicLab », *Réseaux*, 218 (6), pp. 143-169.
- Sawicki, Frédéric (1988). « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, 2(1).
- Stromer-Galley, Jennifer (2014). *Presidential campaigning in the internet age*, Oxford University Press.
- Theviot, Anaïs (2018). *Faire campagne sur Internet*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- Theviot, Anaïs (2019). *Big data électoral. Dis-moi qui tu es, je te dirai pour qui voter*, Editions Le Bord de l'Eau.
- Vassor Mathilde (2020), « L'instrumentation technique d'une politique participative, un travestissement des rapports de pouvoir ? : L'exemple du budget participatif de la Ville de Paris », *Interfaces numériques*, 8(3).
- Wojcik Stéphanie, Mabi, Clément, Lupovici, Raphaël (2023). Dossier 'Pouvoir local et dispositifs numériques', *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 4(1).